



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 4649

Texte de la question

BILAN DU QUINQUENNAT

M. le président. La parole est à M. Alain Suguenot, pour le groupe Les Républicains.

M. Alain Suguenot. Monsieur le Premier ministre, vous arrivez à la fin de cette législature. Le Président de la République ayant renoncé depuis longtemps déjà, vous êtes le seul à assumer le bilan de ces cinq années.

Mme Sylvie Tolmont. Non !

M. Jean Launay. Nous assumons !

M. Alain Suguenot. Les trois candidats socialistes ou assimilés à l'élection présidentielle dénoncent, eux, allègrement les échecs de cette politique : échec économique, puisque le chômage n'a pas baissé, bien au contraire, malgré les plans de formation et quelques artifices de présentation ; échec sur le plan de la croissance ; échec pour notre balance commerciale ; échec sur le plan de la dette, qu'il va falloir rembourser avec des taux d'intérêt remontant dangereusement pour la France ; échec pour le pouvoir d'achat des ménages, qui ne cesse de baisser, avec, au surplus, la menace d'une inflation qui remonte allègrement ; échec diplomatique, la voix de la France n'étant plus audible, on l'a vu dans la partie de ping-pong que se livrent M. Trump et M. Poutine, on le voit avec notre partenaire allemand, on l'a déjà vu en Syrie.

Et puis il y a l'échec institutionnel, monsieur le Premier ministre : la polémique actuelle met gravement en cause l'indépendance du pouvoir législatif et donc l'État de droit – déjà mort avec Notre-Dame-des-Landes –, et je n'évoque même plus l'indépendance de la justice.

Mais le plus gros échec est sans doute celui de l'unité nationale, je veux parler de nos territoires : la France des territoires est à l'agonie ; les réformes engagées depuis cinq ans n'ont pas été réclamées par nos compatriotes ; la baisse des dotations et la réforme des rythmes scolaires ont ruiné les collectivités locales et augmenté, de fait, la fiscalité ; les nouveaux découpages cantonaux et intercommunaux, imposés sans concertation, ont contribué à éloigner le citoyen des pouvoirs de décision (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains*) ; l'agriculture française n'a jamais subi une crise aussi grave qu'en 2016, et aucune solution d'avenir ne lui a été proposée ;...

M. Marc Le Fur. Tout à fait !

M. Alain Suguenot. ...la couverture internet, à nouveau promise hier pour l'horizon 2022, a été la grande carence de ce quinquennat, et personne ne croit à cette nouvelle échéance.

Monsieur le Premier ministre, il manque à la France une vraie volonté, une vraie politique d'aménagement des territoires ruraux. (*Mêmes mouvements.*) Alors que vous allez bientôt atteindre le troisième âge de la civilisation, c'est-à-dire, après l'âge de pierre et l'âge du bronze, l'âge de la retraite, avez-vous, devant cette échéance, un regret et, pourquoi pas, une idée dont les candidats, quels qu'ils soient, pourraient s'inspirer pour sauver enfin la ruralité ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. Jean Lassalle. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Votre question, monsieur le député, est une véritable œuvre d'art. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Charles de La Verpillière. Vous êtes un connaisseur !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Arriver, en deux minutes, à évoquer autant de sujets, entremêlés les uns dans les autres, sans qu'on comprenne vraiment où vous voulez en venir, fut un exercice de très haute voltige rhétorique et parlementaire, auquel, malgré tout, je vais essayer de répondre.

Le premier point sur lequel je vous répondrai est la situation de l'économie. Je m'y suis déjà efforcé tout à l'heure, même si le temps nous est toujours compté pour aller au fond des choses, en évoquant la situation budgétaire, mais je peux aussi parler de la situation des entreprises, que vous avez évoquée.

M. Bernard Accoyer. Parlez-nous des taux d'intérêt, monsieur le Premier ministre !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Lorsque nous sommes arrivés en situation de responsabilité,...

M. Dominique Le Mèner. Il y a cinq ans !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. ...les marges des entreprises étaient totalement effondrées, leur compétitivité continûment dégradée, elles avaient perdu 150 000 emplois industriels. (« Assumez ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues ! On a écouté la question ; maintenant, écoutez la réponse !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Qu'avons-nous fait ? Contrairement à ce que vous avez sous-entendu dans votre question, monsieur Suguenot, nous avons agi, en mettant en place un dispositif d'allègement des charges des entreprises, à travers le Pacte de responsabilité et de solidarité, ce qui a permis de leur consacrer 40 milliards d'efforts et de créer les conditions d'une restauration de 2 points de leur marge. Ainsi, elles sont aujourd'hui dans une situation meilleure que celle d'avant la crise de 2008.

M. Claude Goasguen. Pourquoi Hollande est-il parti alors ?

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Et c'est parce que nous l'avons fait, monsieur le député, que l'investissement industriel est reparti et progresse aujourd'hui de 3,4 %, alors qu'il reculait quand vous étiez en situation de responsabilité. C'est aussi parce que nous avons mené cette action que le chômage, en 2016, a reculé de 107 000 personnes et que le chômage des jeunes est désormais inférieur à ce qu'il était pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

M. Claude Goasguen. Vous feriez mieux d'assumer votre bilan !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Mais, bien entendu, vous ne parlez pas de cela, parce que vous

faites campagne avec une idée et une seule : abaisser continûment l'image de notre pays aux yeux du monde, pour des raisons politiciennes, en essayant de nier les efforts sans cesse accomplis par le Gouvernement. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. – Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Claude Goasguen. Hollande ne prend pas ses responsabilités ! Ça manque d'allure !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Vous évoquez les milieux ruraux, la présence sur place de l'administration et des services publics. Mais permettez-moi de vous donner, là aussi, des chiffres : pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, du fait de la révision générale des politiques publiques, vous avez supprimé, dans les seules préfectures, 2 700 emplois. Sachant qu'il y a 280 emplois, en moyenne, dans chaque préfecture, ce fut l'équivalent de treize préfectures supprimées en cinq ans. Par conséquent, les services de certaines sous-préfectures ne sont plus en mesure de répondre aux demandes des élus locaux et d'accompagner les collectivités locales dans leurs projets. Le Gouvernement a mis en œuvre une réforme, le plan « préfectures nouvelle génération », qui, par la mise en place de plates-formes d'instruction des demandes de titres, aura créé les conditions d'un rehaussement de l'administration préfectorale. Grâce à cette réforme, nous sommes aujourd'hui en situation de recréer 750 emplois dans les préfectures et les sous-préfectures. Mais vous n'en faites jamais état dans vos questions, tout simplement parce que vous êtes, sur tous les sujets, dans l'instrumentalisation de la peur et dans la falsification des faits, comme si, vous aussi, vous aviez décidé de mener une campagne niant les faits et la réalité.

M. Bernard Accoyer. Parlez-nous des taux d'intérêt !

M. Bernard Cazeneuve, Premier ministre. Enfin, pour ce qui concerne les services publics en milieu rural, ce que nous avons fait s'agissant de la dotation d'équipement des territoires ruraux, des maisons de santé et des maisons de services au public nous permet aujourd'hui d'ouvrir sur tous les territoires de nouveaux services publics.

Croyez-moi, au moment du bilan, au moment de regarder la situation en face, les Français sauront voir la différence entre ce que vous avez fait et ce que nous faisons, entre vos mensonges et notre discours de vérité ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Alain Suguenot](#)

Circonscription : Côte-d'Or (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4649

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 février 2017](#)